

**Conseil communautaire du 27 février 2015 (2<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2015-02-02/14**

**OBJET: Attribution de la prime forfaitaire de représentation aux Directeurs Généraux Adjointes**

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février 2015 à 19h32, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-deux (22)**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE, Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)**

Mme ALPHONSE épouse T'ANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc  
Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine  
Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre  
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson  
Mme OUJAGIR Nadia à M. M. ANZALA Jean  
M. ROUX Harry à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle  
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

**CONSEILLERS ABSENTS : Sept (7)**

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. M'IEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

**A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;**

**Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes**

**Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2004 fixant les montants annuels et les modalités d'attribution de l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation allouée aux membres du corps préfectoral occupant un poste territorial en métropole**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;**

**Vu la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**

**Vu** la circulaire NOR INT B 99 00261C du 20 décembre 1999 relative aux avantages en nature attribués aux titulaires de certains emplois fonctionnels des collectivités locales,

**Vu** la saisine du comité technique en date du 11 février 2015

**Considérant** qu'en vertu de l'article 21 de la loi du 28 novembre 1990 visée, des frais de représentation peuvent être attribués aux agents occupant un emploi fonctionnel mentionné à l'article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**Considérant** que cette indemnité prend en compte les frais engagés dans le cadre de la mission de représentation qu'ils exercent pour le compte de la collectivité.

**Considérant** que depuis l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 27 juin 2007, cette indemnité peut être attribuée forfaitairement à la double condition que « ...le taux ne soit pas disproportionné par rapport aux frais que peuvent impliquer normalement de telles fonctions et qu'ils ne méconnaissent pas le principe de parité... ».

**Considérant** qu'à ce titre, les montants annuels et les modalités d'attribution qui seront pris en compte seront fixés conformément à l'arrêté ministériel susvisé.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver le versement de l'indemnité forfaitaire de représentation aux directeurs généraux adjoints de la CANGT, dont le montant annuel est fixé par référence et dans la limite de celui des grades visés dans l'arrêté ministériel du 18 octobre 2004.

**ARTICLE 2 :** De verser cette indemnité mensuellement aux intéressés, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015.


**ARTICLE 3 :** D'inscrire les crédits nécessaires à l'attribution de cette indemnité au budget.

**ARTICLE 4 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



La Présidente  
  
Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*